



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA LOIRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA
PROTECTION DES POPULATIONS

Service environnement et prévention des risques

Immeuble "le Continental"

10 rue Claudius Buard CS 40272

42014 SAINT ETIENNE CEDEX 2

ARRETE N° 367/2011/DDPP portant mise en demeure

Le préfet de la Loire
Chevalier de la Légion d'honneur

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L. 514-1 ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 août 2002 autorisant la société GUYONNET FRERES à exploiter un centre de tri-regroupement de déchets sur la commune de Mably, chemin de la Chapelle, ZI des Tuileries ;

VU l'accusé de réception délivré le 9 août 2011 à la société VAL'AURA, prenant acte de sa déclaration de changement d'exploitant ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 7 septembre 2011 ;

CONSIDERANT que les prescriptions des articles 2 et 3 de l'arrêté préfectoral du 13 août 2002 susvisé ne sont pas respectées dans leur intégralité, et qu'il y a donc lieu de mettre en demeure l'exploitant de les satisfaire, afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire,

ARRETE

ARTICLE 1er : La société VAL'AURA est mise en demeure, pour son site situé sur la commune de Mably, chemin de la Chapelle, ZI des Tuileries, sous un délai d'un an :

- de procéder au revêtement des aires de circulation, de garage et d'attente des véhicules (article 3/1.8 de l'arrêté du 13 août 2002 susvisé)
- d'installer un deuxième déboureur-déshuileur (article 2/4.4) si la surface étanchée le justifie
- de réaliser des alvéoles de type méga-blocs destinées à recevoir les déchets en vrac à l'extérieur des bâtiments remplissant le même rôle que le local de réception couvert (article 3/1.2)
- de réaliser un bassin constituant une réserve d'eau utilisable en cas d'incendie (article 2/6.5.2.5)
- de réaliser un deuxième accès aux services d'incendie (article 2/6.5.2.6)
- de réaliser des trappes de désenfumage sur le bâtiment de stockage des balles (article 2/6.5.2.3)
- de mettre la centrale hydraulique de la presse sur rétention (article 2.4.6.2.1)

ARTICLE 2 : La société VAL'AURA est mise en demeure, pour son site situé sur la commune de Mably, chemin de la Chapelle, ZI des Tuileries, sous un délai de six mois :

- de réaliser une campagne de mesure de bruit (article 2/2.6)
- de poser un disconnecteur sur le réseau d'eau potable (article 2.4.1.1)

- de transmettre l'étude de faisabilité de rejet des eaux pluviales au fossé du chemin de la Chapelle (article 2.4.4)
- de transmettre la convention de rejet passée avec le gestionnaire du réseau d'assainissement (article 2.4.4)
- de mettre à jour le plan des réseaux (article 2.4.3.2)
- de réaliser une analyse des effluents au réseau d'assainissement et au milieu naturel (article 2.4.5)
- de transmettre une procédure écrite de gestion des déchets (article 2.5.2)
- de procéder au gardiennage de l'installation ou de mettre en place des équipements en faisant fonction (article 2.6.1.2)
- de transmettre les consignes de sécurité (article 2.6.4.1)
- de faire réaliser une étude foudre conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées
- de faire procéder à la vérification de la conformité du poteau d'incendie (article 2.6.5.2.5)
- de faire vérifier par les services départementaux d'incendie et de secours la conformité du dispositif de lutte contre les incendies (article 2.6.5.2.5)
- de faire procéder à un exercice incendie (article 2.6.6)

ARTICLE 3 : Cette mise en conformité fera l'objet d'un rapport à l'Inspection des installations classées, en fin de chaque délai, attestant de la réalisation des mesures

ARTICLE 4 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L. 541-3 du Code de l'Environnement susvisé.

ARTICLE 5 : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 6 : Monsieur le Sous-Préfet de Roanne, Monsieur le Directeur départemental de la protection des populations, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, chargé de l'Inspection des Installations Classées et Monsieur le maire de Mably sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le 27 SEP. 2011

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général
Philippe PERIN

copie adressée à :

- Monsieur le Directeur de la société VAL'AURA
- 19 rue Pierre-Gilles de Gennes
- 69007 LYON

- Monsieur le sous-préfet de Roanne

- Monsieur le maire de Mably

- Inspection des installations classées, DREAL Loire

- Archives

- Chrono

